



Coronavirus : Culture du contrôle, manque d'équipements... Le télétravail freiné dans la fonction publique

TELETRAVAIL Un baromètre Wimi-Ipsos publié ce lundi montre toutefois l'engouement des agents de la fonction publique pour le télétravail

Un baromètre Wimi-Ipsos publié ce lundi montre que l'expérience du télétravail en raison du confinement s'est révélée positive pour 71 % des agents de la fonction publique. L'organisation du travail et le management appliqué dans la fonction publique freinent toutefois le développement du télétravail. Le manque d'outils et d'équipements adaptés est aussi un frein.

La crise du Covid-19 oblige des pans entiers de la société à se réorganiser et la fonction publique n'est pas épargnée. C'est ce que montre un baromètre Wimi-Ipsos qui paraît ce lundi*. Comme le secteur privé, la fonction publique a dû se mettre au télétravail. Une mini-révolution, pour l'administration, qui n'était pas coutumière du fait : seulement 13 % des agents publics télétravaillaient avant la crise. Un bouleversement qui pourrait se révéler positif, puisque les fonctionnaires semblent y avoir pris goût.

Une première expérience positive pour 67 % des agents

Selon Ipsos, 67 % des agents de la fonction publique ont bien vécu le second confinement d'un point de vue professionnel. Le confort (pour 69 % d'entre eux), le gain de temps (68 %) et l'efficacité dans le travail personnel (67 %) sont les avantages qui ressortent le plus. Ces points positifs incitent les agents de la fonction publique à prolonger l'expérience, puisque les trois quarts des fonctionnaires (75 %) souhaitent désormais télétravailler de manière régulière.

Mais si le télétravail a séduit une majorité des agents, 81 % d'entre eux souhaitent tout de même que la présence au bureau reste la norme la majorité du temps. D'abord parce que le télétravail n'apporte pas que du positif dans le travail quotidien : 31 % des agents ont qualifié cette période de « galère » et 24 % évoquent le « stress » pour en parler. De plus, une part importante des fonctionnaires exercent au contact direct des administrés, rendant le télétravail impossible.

« Une culture du contrôle »

Mais l'engouement né de l'expérimentation du télétravail ne signifie pas que la fonction publique va renverser toute son organisation à brève échéance. Le baromètre Wimi-Ipsos identifie plusieurs freins à une transformation. Les premiers sont d'ordre culturel. 73 % des agents jugent que leur organisation n'était pas prête à affronter le premier confinement (contre « seulement » 52 % dans le privé). Nathalie Makarski, présidente des services publics de la CFE-CGC l'explique : « Le télétravail n'a jamais été envisagé profondément. Seul un décret de 2016 l'encadre, mais il ne prévoit pas le cas de situations exceptionnelles. »

Cette représentante de la fonction publique évoque, en premier lieu, le problème du management : « Pour télétravailler, nous devons appliquer une culture de la confiance. »

Aujourd'hui, nous sommes dans une culture du contrôle. » Ce qui entraîne beaucoup de présentisme : « C'est très ancré dans la fonction publique. » Une analyse partagée par 65 % des agents, qui jugent que « les gens restent au bureau pour montrer qu'ils travaillent. »

Pour Dominique Régnier, secrétaire général de la branche « service public territorial » de syndicat Force ouvrière, « il y a un problème de formation des managers. Dans la fonction publique territoriale, par exemple, il y a beaucoup de spécificités à prendre en compte. Or les managers sont loin du terrain, il y a donc une forme de déconnexion avec la réalité. » Pendant le premier confinement, les « N + 1 » ont été les plus réactifs dans la gestion de la crise, souligne le syndicaliste. Pour lui, c'est une leçon à retenir : « Nous sommes aujourd'hui dans une forme de management descendant, les décisions sont prises en haut. Il faudrait davantage demander à ceux qui sont sur le terrain et faire remonter les idées pour prendre des décisions pertinentes. »

Manque d'outils

Pour pérenniser et améliorer le télétravail, la question des logiciels constitue un enjeu déterminant. Le baromètre Wimi-Ipsos rapporte qu'un agent sur deux (51 %) ne peut accéder à ses documents à distance.

Les deux syndicalistes s'accordent en outre sur le manque cruel d'équipements adaptés. Le matériel dont disposent les agents de la fonction publique n'a pas adapté aux nouvelles formes d'organisation. « La très grande majorité des agents travaillent sur des ordinateurs de bureau », explique Dominique Régnier. Il cite même l'exemple d'une fonctionnaire qui a dû, pendant le confinement, rapporter chez elle deux ordinateurs fixes pour pouvoir travailler : « Elle devait les installer tous les matins, et les désinstaller tous les soirs pour libérer la table et faire manger ses enfants. » Pour Nathalie Makarski, les administrations publiques devraient dès aujourd'hui choisir d'équiper les agents d'ordinateurs portables à chaque renouvellement. « Ça ne va pas se faire en un claquement de doigt. Le parc informatique est gigantesque. Alors autant commencer tout de suite. »

Le chemin vers un télétravail pérenne dans la fonction publique est encore long, mais la prochaine étape approche à grands pas. De nouvelles négociations avec Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques auront lieu le 21 janvier prochain. Objectif : adapter les conditions du télétravail à court terme et fixer un cadre pour accroître cette pratique à long terme chez les agents publics.